

conquis par Mussolini (Éthiopie et Albanie), ils retrouvent évidemment leur souveraineté.

■ **L'escalade de la méfiance (1946).** Plus difficile est l'accord des Alliés sur le sort futur de l'Allemagne. Certaines entreprises communes sont encore possibles : le procès de Nuremberg (novembre 1945-octobre 1946) où sont jugés les criminels de guerre nazis et l'administration du pays, assurée en principe par des organismes interalliés quadripartites. L'Allemagne aura-t-elle un gouvernement unique ? Les Trois Grands semblent le souhaiter, alors que la France, par crainte d'une restauration de la puissance allemande, préfère un démembrement. Mais assez rapidement, chaque occupant gère comme il l'entend sa zone d'occupation. Même dans ce domaine, le directoire des puissances a du mal à fonctionner. De plus, en 1946, les communistes continuent de progresser en Europe orientale, grâce à un efficace « noyautage » des administrations sous la protection de l'Armée rouge, et à une série de réformes agraires qui leur vaut une certaine popularité dans les campagnes. Les Occidentaux, inquiets, répliquent en freinant, sur leurs propres zones d'occupation, le prélèvement des réparations allemandes destinées à l'U.R.S.S., donnant à leur tour à Staline des raisons de s'irriter. En janvier 1947, les élections polonaises promises à Yalta ont lieu : elles ne se déroulent pas dans un climat de liberté et se soldent par la défaite définitive des partisans de l'ancien gouvernement de Londres. Les **guerres civiles en Grèce** (entre monarchistes et communistes) et **en Chine** (entre Chiang Kai chek et Mao Ze dong) alourdissent également le climat. La division du monde en deux se dessine en 1946 ; personne ne croit plus à la formule du Directoire mondial. Chaque camp défend désormais avec acharnement sa zone d'influence et tend à croire qu'elle est menacée par l'autre.

3. La rupture de 1947

En 1947, la reconstruction de l'Europe se fait encore difficilement. La pénurie et la misère persistent : à l'Ouest, le mécontentement populaire s'accroît, en France et en Italie surtout. Les États-Unis, persuadés que cet état de fait risque de favoriser une poussée révolutionnaire et communiste en Europe occidentale, décident de prendre l'initiative.

■ **La doctrine Truman et le plan Marshall.**

La Grande-Bretagne, affaiblie économiquement par la guerre, renonce peu à peu à son rôle de grande puissance. Elle fait savoir aux Américains qu'elle ne peut plus aider les monarchistes grecs dans leur lutte contre les communistes. Le 12 mars 1947, Truman annonce que les États-Unis prennent le relais. Demandant au Congrès des crédits pour la Grèce et la Turquie, il prononce un discours qui exprime désormais sa **doctrine** : tout gouvernement qui manifeste son intention de combattre le communisme et son expansion a droit à l'aide américaine. Il s'agit donc de contenir (politique de « *containment* ») l'influence soviétique, et, dans cet effort d'endiguement, la prio-

rité est donnée à l'Europe de l'Ouest. Signe des temps : même s'il n'y eut pas, semble-t-il, de pression directe de Washington, les gouvernements belge, français et italien se séparent entre mars et mai 1947 de leurs ministres communistes. Cette volonté « d'endiguement » se dote d'une arme que seuls les États-Unis ont la possibilité d'utiliser : **l'arme économique.**

● Le 5 juin 1947, le secrétaire d'État, **Marshall, propose une aide généreuse à toute l'Europe.** Les Américains pensent en effet que la fin de la pénurie de dollars (« *dollar gap* ») permettra un meilleur ravitaillement, le retour à la prospérité, et donc l'arrêt de la progression communiste. Cette aide, en principe proposée à tous les pays européens — U.R.S.S. comprise — est assortie de telles conditions que Staline, après un temps d'hésitation, la refuse et incite les autres États d'Europe orientale à faire de même. L'aide est finalement limitée à l'Europe occidentale, conformément aux désirs profonds des Américains. Ceux-ci avaient peut-être une autre motivation : pendant la guerre, les capacités productives avaient tellement augmenté aux États-Unis par rapport aux besoins du marché intérieur, que certains craignaient de voir arriver une crise de surproduction si les Européens, faute de moyens de paiement, cessaient d'importer.

Et si les Russes acceptaient ?

1947 (6 juin)

... Le lendemain du discours, Marshall se tourna vers Kennan* et moi pour nous demander si l'Union soviétique accepterait une invitation à se joindre au plan. Il était sûr qu'une question lui serait posée à ce sujet à la conférence de presse prévue plus tard dans la matinée. Il savait aussi qu'il ne pourrait répondre que par l'affirmative, car un plan américain qui semblait exclure l'Union soviétique aurait très peu de chances d'être accepté dans le monde. Mais il savait également qu'une acceptation de la part des Soviétiques signerait l'arrêt de mort du plan devant le Congrès. Kennan et moi donnâmes la même réponse. Nous n'avions pas l'impression que l'Union soviétique accepterait l'inspection par les États-Unis de l'utilisation des biens et des fonds. De plus, nous ne pensions pas que l'U.R.S.S. serait capable de maintenir son contrôle sur l'Europe de l'Est si ces pays étaient en mesure de participer à cette entreprise de coopération. La suite nous donna raison... Le plan avait également un impact politique considérable. J'avais écrit dans le brouillon original que notre politique n'était dirigée contre aucun pays, aucune idéologie, aucun parti politique, ni (c'était explicite) contre le communisme. Elle était dirigée contre la faim, la pauvreté et le chaos. Marshall abandonna la mention explicite au communisme et ajouta le « désespoir » à la liste des maux à abattre. Ce passage transformait automatiquement les communistes, après leur refus du plan, en partisans de la faim, de la pauvreté, du désespoir et du chaos. Du point de vue de la propagande, ces mots avaient une grande valeur dans les pays à forte implantation communiste.

Charles Bohlen,
Witness to History, 1929-1969, 1973.

G. Kennan : conseiller de Marshall et de Truman, il fut le premier à proposer la politique « d'endiguement » (*containment*), voir p. 389-390.

Le programme d'aide, ou « **plan Marshall** » est voté, le 2 avril 1948, par le Congrès américain : 13 milliards de dollars, répartis sur quatre ans principalement sous la forme de dons. Les principaux bénéficiaires ont été la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et l'Italie. Cette aide devait grandement contribuer à la reconstruction de ces pays. Il en résulta une reconnaissance politique à l'égard des États-Unis et une solidarité de part et d'autre de l'Atlantique. *L'atlantisme est né.*

■ *Le Kominform et la doctrine Jdanov.*

De même que Truman craint l'expansion du communisme à l'Ouest, de même Staline craint, s'il accepte l'aide des États-Unis, de voir l'influence américaine progresser à l'Est. Il voit dans cette proposition une véritable machine de guerre, capable de distendre les liens entre l'U.R.S.S. et les pays d'Europe orientale. Aussi oblige-t-il la Tchécoslovaquie, qui dans un premier temps l'avait acceptée, à faire marche arrière.

La conférence de Paris

1947 (27 juin)

A Paris, la France et l'Angleterre se mirent d'accord pour inviter Molotov à une réunion à trois urgente... Cette invitation posait des problèmes. La solution, dans le cas d'une acceptation, serait plus difficile à trouver... Les ressources américaines, quelle que soit la richesse du peuple des États-Unis, n'étaient pas inépuisables. Il allait de soi que l'adjonction des États de l'Europe communiste aux pays de l'Occident se traduirait vraisemblablement par une diminution de la quote-part attribuée à chacun.

Cependant j'insistai. Bevin se laissa convaincre. Il me paraissait clair, en effet, qu'on ne pouvait pas, en dépit des inconvénients probables, laisser échapper l'occasion, soit en cas d'acceptation russe, d'une véritable détente en Europe, soit en cas de refus, d'une clarification définitive de la politique communiste...

Molotov vint à Paris, et la Conférence à trois s'ouvrit à la fin de juin. Je proposai que toutes les nations européennes, alliées, neutres et ex-enemies soient admises à participer au plan Marshall.

Molotov fut intraitable et refusa, jour après jour, l'établissement d'un programme pour l'ensemble de l'Europe car, disait-il, un tel programme porterait atteinte à la souveraineté des États.

G. Bidault, *D'une résistance à l'autre*, 1965.

L'Union soviétique qui, à la différence des États-Unis, n'est pas assez riche pour utiliser l'arme économique, cherche à resserrer les rangs à l'Est et créer une **solidarité de type idéologique** dans les pays où elle compte quelque influence. Au plan Marshall, elle réplique par la création du **Kominform (Bureau d'information communiste)** à la fin de septembre 1947. Cet organisme de liaison est chargé de coordonner et d'harmoniser les politiques de neuf partis communistes européens (sept à l'Est, deux à l'Ouest : le français et l'italien).

A la réunion constitutive qui a lieu à Szklarska Poreba en Pologne, le représentant soviétique **Jdanov** fait comprendre que le monde est désormais divisé en deux, et qu'il faut choisir entre les deux camps, le camp « impérialiste » dirigé par les États-Unis et le camp « anti-impérialiste et démocratique » mené par

l'U.R.S.S. Désormais Staline ne se contente plus d'avoir à l'Est de simples pays « amis », où les communistes ne détiennent qu'une partie du pouvoir ; il lui faut des « démocraties populaires » **satellites**. La rupture est consommée. Le Conseil des ministres des Affaires étrangères des quatre grandes puissances se réunit pour la dernière fois en décembre 1947.

● Le plan Marshall d'un côté, son refus par les Soviétiques de l'autre, consacrent bien la division de l'Europe en deux parties, qui s'organisent en deux blocs antagonistes.

II. La guerre froide commence en Europe (1948-1949)

Si 1947 est l'année de la rupture, 1948 est la première année de la « *guerre froide* », avec ce conflit qui oppose les deux camps dans une violente compétition politique, économique, idéologique, sans pourtant aboutir à un affrontement militaire direct. Les premières crises graves se situent en Europe.

1. Du glacis à la glaciation : le « coup de Prague »

Un pays symbolisait bien jusqu'alors l'esprit de Yalta, la *Tchécoslovaquie* qui tentait de constituer le pont entre l'Ouest et l'Est, entre le libéralisme et le socialisme. Après le succès du P.C. (38 % des voix), dans des conditions tout à fait régulières, aux élections de mai 1946, **Édouard Benès**, président de la République, attaché au système parlementaire, vit en bonne entente avec **Klement Gottwald**, communiste, devenu Premier ministre d'un gouvernement d'unité nationale. Mais après la proclamation de la doctrine Jdanov, les Soviétiques font comprendre aux communistes tchèques qu'il ne faut plus se contenter de demi-mesures. Profitant d'une crise gouvernementale, le Parti organise à Prague d'imposantes manifestations ouvrières qui forcent Benès à accepter la démission des ministres « bourgeois » (17-25 février 1948). Les communistes ont désormais la totalité du pouvoir. Ce premier « coup de Prague », voulu par Moscou, s'est accompli sans aucun char soviétique. Mais il n'en suscite pas moins une réaction de peur dans les capitales d'Europe occidentale qui réclament aux États-Unis une protection et une alliance militaire.

A partir de février 1948, les autres pays d'Europe de l'Est s'organisent en démocraties populaires avec l'U.R.S.S. comme modèle. La stalinisation de l'Europe de l'Est est amorcée. La Yougoslavie de Tito la refuse ; elle est exclue du Kominform en juin 1948.